

Pôle Régional Achats Patrimoine Développement Durable
2 rue d'Iéna – CS 70004
59043 LILLE Cedex
service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr

**Nettoyage des Locaux
2025-25**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

Type de procédure : AOO

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 <i>Objet du marché</i>	4
1.2 <i>Type de marché</i>	4
1.3 <i>Mode de passation et forme du marché</i>	4
1.4 <i>Allotissement</i>	5
1.5 <i>Lieu d'exécution, contacts et de facturation</i>	5
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES REGISSANT LE MARCHE	6
2.1 <i>Pièces particulières</i>	6
2.2 <i>Pièces générales</i>	6
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE	6
3.1 <i>Durée et reconduction du marché</i>	6
3.2 <i>Début d'exécution du marché</i>	6
ARTICLE 4 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	6
ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.1 <i>Obligations</i>	7
5.2 <i>Obligations de résultat</i>	7
5.3 <i>Obligations du titulaire</i>	7
5.4 <i>Dispositions générales</i>	11
ARTICLE 6 – RECEPTION ET OPERATION DE VERIFICATION	12
6.1/ <i>Outils à mettre en place par le titulaire</i>	12
6.2 / <i>Contrôle qualité</i>	12
6.3 / <i>Contrôle bactériologique</i>	12
ARTICLE 7 - PENALITES ET SANCTIONS	13
7.1 <i>Pénalités</i>	13
7.2 <i>Réfaction</i>	13
ARTICLE 8 – PRIX	14
8.1 <i>Prix du marché</i>	14
8.2 <i>Contenu des prix</i>	14
8.3 <i>Type de variation des prix</i>	14
8.4 <i>Mois d'établissement des prix</i>	14
8.5 <i>Clause de sauvegarde</i>	14
ARTICLE 9 – AVANCES	15
9.1 <i>Conditions de versement et de remboursement</i>	15
9.2 <i>Garanties financières de l'avance</i>	15
ARTICLE 10 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	15
10.1 <i>Présentation des demandes de paiement par le titulaire</i>	15
10.2 <i>Dispositions applicables en matière de facturation électronique</i>	15

10.3 Modalités et délai de paiement	16
10.4 Stipulations applicables aux groupements	17
ARTICLE 11 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION – DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION	17
11.1 Vérifications	17
11.2 Admission	17
11.3 Rejet des prestations	17
ARTICLE 12 – CONDITIONS D'ACCES AUX BATIMENTS	17
ARTICLE 13 – REPRISE DU PERSONNEL	17
ARTICLE 14 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	18
ARTICLE 15 - PLAN DE PROGRES	18
ARTICLE 16 - GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ	18
16.1 Interlocuteurs du marché à la direction régionale	18
16.2 Forme des notifications et communication	18
16.3 Documents liés à l'exécution à fournir	18
ARTICLE 17 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	18
17.1 Changement et dénomination sociale du titulaire	18
17.2 Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché	19
17.3 Cession, association, substitution, liquidation judiciaire	19
ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE	19
18.1 Confidentialité des données	19
18.2 Protection des données à caractère personnel	20
ARTICLE 19 – NANTISSEMENT	20
ARTICLE 20 – ASSURANCES	20
ARTICLE 21 – RESILIATION	21
21.1 Résiliation du marché	21
21.2 Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d'alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé	22
ARTICLE 22 - REGLEMENT DES LITIGES	22
22.1 Règlement à l'amiable	22
22.2 Mise en demeure	22
22.3 Règlement juridictionnel	22
ARTICLE 23 - DEROGATION AU CCAG	22
ARTICLE 24 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	23
ARTICLE 25 - DEVELOPPEMENT DURABLE	23

PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

L'UGECAM Hauts-de-France : Union pour la Gestion des Établissements des Caisses d'Assurance Maladie.

Les missions de l'UGECAM :

L'UGECAM Hauts-de-France gère 20 établissements, services sanitaires et médico-sociaux à destination d'adultes et enfants handicapés, de personnes âgées dépendantes, de patients en psychiatrie ainsi qu'en soins de suite et réadaptation.

Les missions de l'UGECAM sont les suivantes :

- Soigner, rééduquer toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.
- Réinsérer dans la société les personnes isolées par le handicap ou la maladie
- Accompagner au quotidien les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental).

Nom ou raison sociale de l'acheteur : UGECAM Hauts-de-France	Personne responsable du marché : Monsieur le Directeur Général
Adresse : 2 rue d'Iéna	CS 70004
Code postal : 59043	Ville : LILLE Cedex
Téléphone : 03.28.82.02.23	
Adresse de courrier électronique : service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr	Plateforme Dématérialisation : www.marches-publics.gouv.fr
Site internet : www.groupe-ugecam.fr/ugecam-hauts-de-france	

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernant le nettoyage des locaux et des vitreries des établissements de l'UGECAM Hauts-de-France.

Les prestations à effectuer ont pour finalité de maintenir les équipements locaux et surfaces dans de bonnes conditions de propreté, d'hygiène et de confort pour le personnel et les usagers. Les prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La description des prestations est indiquée de manière détaillée dans le CCTP et les annexes.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour assurer, sans interruption, l'exécution des prestations prévues au présent contrat, y compris pendant les périodes d'arrêt de travail de son personnel (congrés annuels, maladie, ...).

1.2 Type de marché

Le présent marché est un marché à obligation de résultats.

1.3 Mode de passation et forme du marché

Le marché public est passé selon l'**Appel d'Offre Ouvert** en application des articles R2124-2 et R2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'accords-cadres mono-attributaires à bon de commande.

Les marchés sont passées sans minimum de commandes et avec un maximum de 4000000 euros pour l'ensemble des lots.

Ce montant maximum ne correspond pas au budgets définis par les établissements à ce jour, mais au maximum pouvant être couvert par ces accords-cadres.

Conformément au code de la commande publique, les lots N°4 et 8 sont réservés aux entreprises visées par l'article L.2113-12.

1.4 Allotissement

La présente consultation comporte neuf lots.

1.5 Lieu d'exécution, contacts et de facturation

Lot	Établissements et contacts		Adresses
1	Centre Antoine de St Exupéry & MAS « Les Hélianthes	Geoffrey PHILIPPO – Directeur geoffrey.philippo@ugecam.assurance-maladie.fr Bertrand PLESSY – Directeur adjoint bertrand.plessy@ugecam.assurance-maladie.fr	Route de la Bassée 62880 VENDIN-LE-VIEIL 03.21.79.53.00
2	Clinique Le Ryonval	Jean-Philippe MOREAU – Directeur jeanphilippe.moreau@ugecam.assurance-maladie.fr Maël MACREZ – Directeur adjoint mael.macrez@ugecam.assurance-maladie.fr	182, route de Lens 62223 STE CATHERINE LES ARRAS 03.21.50.71.71
3	La Juvénery	Cathy DE SADELEER – Directrice cathy.desadeleer@ugecam.assurance-maladie.fr Gabrielle CAURET – Directrice adjointe gabrielle.cauret@ugecam.assurance-maladie.fr	85 route de Béthune 62223 STE CATHERINE LES ARRAS 03.21.60.77.60
4	Centre La Molliere	Amélie MOREL-SOMON – Directrice amelie.morel-somon@ugecam.assurance-maladie.fr Claire CHÉRIF – Directrice adjointe claire.cherif@ugecam.assurance-maladie.fr	21 Boulevard de Paris 62600 BERCK SUR MER 03.21.89.07.07
5	CLRP & UEROS	Carole DENIS – Directrice carole.denis@ugecam.assurance-maladie.fr Julien DELANGHE – Directeur Adjoint julien.delanghe@ugecam.assurance-maladie.fr	3 rue du Docteur Charcot – CS 20001 59000 LILLE 03.20.10.43.60
6	EHPAD LES MAISONS BLEUES	Résidence Dampierre : Sandrine VUYE - Directrice sandrine.vuye@ugecam.assurance-maladie.fr	10 rue Dampierre 59100 ROUBAIX 03.20.75.41.40
		Résidence La Rose May : Christine GEERAERT – Directrice christine.geeraert@ugecam.assurance-maladie.fr	Rue Jules Boët 59700 MARCQ-EN-BAROEUL 03.20.55.06.99
		Résidence La Verderie : Anne-Sophie THERY – Directrice Annesophie.thery@ugecam.assurance-maladie.fr	40 rue Pasteur 59320 HAUBOURDIN 03.22.26.40.56
7	EHPAD Résidence des Pays de Somme	Florence BOURA – Directrice florence.boura@ugecam.assurance-maladie.fr	Rue Clodomir Ducroq 80520 WOINCOURT 03.22.26.40.56
8	Siège Direction Régionale	François STIMOLO – Directeur Patrimoine service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr	395 rue Courtois 59000 LILLE 03.28.82.02.20
9	CRF St Lazare	Karelle ROUFF – Directrice karelle.rouff@ugecam.assurance-maladie.fr Audrey BERANGER – Directrice Adjointe audrey.beranger@ugecam.assurance-maladie.fr	14 rue Pierre et Marie Curie 60000 BEAUVAIS 03.44.89.75.23

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES REGISSANT LE MARCHE

Les documents contractuels régissant le contrat sont, dans l'ordre de priorité décroissant :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Les descriptifs des prestations et des fréquences ;
- Le mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de sécurité sociale,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (FCS).

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE

3.1 Durée et reconduction du marché

Le présent contrat est conclu pour une période de 1 an. Il pourra être reconduit tacitement, 3 fois, par période successive d'1 an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans. Pour tous les lots, le marché se terminera le 31 janvier 2030.

En cas de reconduction, le titulaire ne peut s'opposer et les dispositions du Code de la Commande Publique relatifs aux marchés publics seront applicables de plein droit.

Néanmoins, lorsque le marché arrivera à expiration et dans le cas où la procédure en cours pour le nouveau marché ne pourrait aboutir avant cette échéance, le présent contrat sera prorogé jusqu'à la conclusion du nouveau marché.

Au nom de la liberté contractuelle, le marché peut être dénoncé par l'UGECAM Hauts-de-France à tout moment avec préavis de 3 mois. Cette dénonciation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception.

La dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

Au nom de la liberté contractuelle, le marché peut être dénoncé par l'UGECAM Hauts-de-France à tout moment avec préavis de 3 mois. Cette dénonciation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal. La dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

3.2 Début d'exécution du marché

Pour les lots 8 et 9, la date prévisionnelle de début de prestation est le **1^{er} décembre 2025**.

Pour les lots 1 à 7, la date prévisionnelle de début de prestation est le **2 février 2026**.

Sur chaque site, une réunion de démarrage du marché avec le représentant de l'établissement permettra notamment de préciser les engagements contractuels, les interlocuteurs, l'organisation et les moyens mis en œuvre par le titulaire du marché et de transmettre toutes les informations et consignes nécessaires.

ARTICLE 4 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

Les classifications principales et supplémentaires conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

9090 0000-6 Service de nettoyage et d'hygiène

9091 0000-9 Service de nettoyage

9091 1200-8 Services de nettoyages des bâtiments

9091 1300-9 Services de nettoyage des vitres

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La prestation de nettoyage des locaux est à assurer par le titulaire de façon continue.
Le prestataire fournira l'ensemble du matériel à utiliser pour réaliser les prestations.
Le CCTP de chaque lot indique si le titulaire doit fournir les produits d'entretien.

5.1 Obligations

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du prestataire, qui doit se conformer :

- Aux dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.
- Aux termes réglementaires, parus ou à paraître, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise, et notamment à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

En outre, il doit faire bénéficier son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à venir pendant la durée du marché.

Le personnel du prestataire doit être identifiable sans signes ostentatoires de religions.

5.2 Obligations de résultat

Le marché est assorti d'une obligation de résultat et non de moyen.

Le titulaire doit mettre en place le nombre de personnel nécessaire.

Il doit tout mettre en œuvre, afin que les locaux, les mobiliers et les matériels dont il a la charge soient propres et entretenues. Ceci implique que le titulaire ait prévu le personnel et l'encadrement suffisant et qu'il ait élaboré et décrit un descriptif de contrôle permettant d'observer le niveau de propreté atteint. Ce dispositif de contrôle doit être décrit dans le mémoire technique du prestataire.

Le titulaire est tenu de mettre en place les moyens nécessaires de façon à assurer le niveau de qualité défini dans le CCTP et dans les fiches signalétiques annexes. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance de l'état de propreté de départ pour s'exonérer de son obligation de résultat ou demander un complément de facturation.

5.3 Obligations du titulaire

Personnel sur site :

Le titulaire remettra à l'UGECAM Hauts-de-France la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément quinze jours au moins avant la date de la première intervention. Cette liste sera tenue à jour.

Le personnel du titulaire devra avoir le savoir pour comprendre et communiquer avec les responsables de l'établissement, notamment avec les cahiers de liaison (présence et doléances).

Le personnel du titulaire devra avoir le savoir-faire pour assurer durablement un travail de qualité. La compréhension par le personnel des fiches techniques et des procédures de l'établissement sont indispensables.

Enfin, le personnel du titulaire devra avoir le savoir-être pour assurer les relations avec les patients/résidents et le personnel de l'établissement.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par l'UGECAM Hauts-de-France. Il s'oblige à informer sans délai la Direction de l'établissement, de tout changement dans la composition de ce personnel.

L'UGECAM Hauts-de-France se réserve le droit à tout moment et sans avoir à s'en justifier de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Conformément au présent CCAP, le projet d'organisation précisant les effectifs, les qualifications, le rôle de chaque employé, le nombre d'heures prévisionnelles, remis par le titulaire avec son offre, présenté dans le Mémoire technique est contractuel.

Le titulaire est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi que des vols, des pertes qui pourraient être commis par ses préposés.

Visites médicales :

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite d'information et de prévention pour tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

Formation :

Au démarrage du marché, le titulaire disposera de 30 jours calendaires pour faire suivre une formation à son personnel.

Le titulaire mettra en place un plan de formation spécifique pour l'ensemble de son personnel notamment en matière de nettoyage de zones à risques moyens (établissements sanitaires et médico-sociaux).

Le titulaire prendra soin de former son personnel à l'entretien écologique (dosage, tri, utilisation de l'eau et de l'énergie), aux règles de sécurité/santé du personnel (équipements de protection, bonnes postures, dangers des produits) ainsi qu'aux règles de sécurité de l'établissement.

Le titulaire fournira la preuve des formations de son personnel au moyen de certificats obtenus auprès d'un organisme reconnu tous les ans datant de moins de 5 ans.

L'ensemble du personnel recevra une formation complémentaire chaque année, le titulaire sera chargé d'en fournir la preuve.

Calendrier mensuel des prestations :

Le titulaire doit transmettre pour information, 15 jours au plus tard après la notification du marché, le calendrier mensuel des prestations.

Ce calendrier mensuel doit être mis à jour périodiquement suivant l'expérience acquise sur le site et le degré de satisfaction des usagers.

Vêtements de travail :

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

Obligation de discrétion :

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les prestations concernées sont à réaliser dans des établissements accueillant des publics d'adultes et enfants handicapés, de patients en soins de suite et réadaptation, et qu'il y a lieu d'y affecter un personnel faisant preuve d'une discrétion absolue, sensibilisé aux respects des objectifs du projet de vie de l'établissement et de tout leur public.

Dans le cas contraire, les pénalités prévues s'appliqueront et outre les poursuites pénales et actions civiles en dommages et intérêts prévues par la législation en vigueur auxquelles s'exposeront les contrevenants, l'UGECAM Hauts-de-France se réserve le droit de procéder à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent contrat.

Arrêt de travail du personnel :

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer les prestations définies au marché par un autre agent de sa société ayant le même niveau de compétence. Le titulaire devra fournir au représentant du Pouvoir Adjudicateur, et par site, une copie de la pièce d'identité des personnels de remplacement dès le début des prestations. A défaut, le personnel ne sera pas habilité à pénétrer sur les sites concernés. Le prestataire se verra donc attribuer une pénalité pour défaut d'exécution de la prestation (voir article 8.1 du présent document).

En cas de constat de carence quant à l'application de cette clause, la personne publique se réserve le droit de faire appel à d'autres entreprises ou à utiliser d'autres moyens à sa disposition dont le coût sera supporté par le titulaire.

Sécurité

Matériels :

Les matériels, appartenant au titulaire ou mis à sa disposition par l'UGECAM Hauts-de-France, devront être tenus en bon état de marche et seront régulièrement contrôlés, ils doivent rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Les techniques et produits utilisés pour le nettoyage des sols devront être sélectionnés afin que ces derniers ne présentent aucune surface glissante susceptible de constituer un danger pour les usagers.

Biens :

Toutes précautions seront prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits.

Le lavage des sols sera effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des caractéristiques des sols.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

Personnes :

Le titulaire veille à faire observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail, notamment en ce qui concerne :

- Le travail en hauteur,
- L'encombrement des passages,
- Les zones interdites,
- L'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des machines de nettoyage,
- L'interdiction de vider les cendriers dans les corbeilles à papier,
- L'emploi de serpillières et de tout objet humide à proximité des conducteurs ou des prises de courant,
- Le port de la ceinture de sécurité lors du nettoyage des vitres,
- L'obligation de maintenir fermées les corbeilles à papier munies de couvercles.

Discipline :

Le titulaire s'engage à faire respecter, auprès de son personnel, les règlements intérieurs et de sécurité ainsi que les protocoles de travail propres aux différents sites.

Il sera notamment interdit au personnel du titulaire :

- D'utiliser le téléphone sans autorisation de l'organisme ou de son représentant, sauf cas d'urgence.
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- De tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- De manquer de respect aux patients,
- De se faire aider dans l'exécution de son travail par une personne étrangère à l'entreprise,
- De pénétrer sur le site sans badge,
- De fumer.

Signalisation des prestations :

Chaque fois que cela sera nécessaire, le titulaire devra, à ses frais et, après approbation par l'UGECAM Hauts-de-France, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel de l'organisme de la présence de zones interdites.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, l'UGECAM Hauts-de-France se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action ne puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

Plan de prévention :

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des prestations, l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire établit un plan de prévention qui est remis à l'UGECAM Hauts-de-France et aux organismes d'hygiène et de sécurité dans les 15 jours suivant la notification du contrat. Il indique de façon précise et détaillée :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des prestations. Il explicite en particulier les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales d'engins ;
- Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Le plan de sécurité est tenu à jour par le titulaire qui doit en signaler les modifications à l'UGECAM Hauts-de-France. Le titulaire s'engage aussi à faire respecter par son personnel, le règlement intérieur du site. Son non-respect implique sa responsabilité. A cet effet, le titulaire informe son personnel qu'il doit prendre connaissance des « consignes particulières du site » auprès de l'UGECAM Hauts-de-France.

Organisation du travail :

L'organisation du travail devra respecter les dispositions ci-après.

Effectif :

Rappel : en vertu des dispositions stipulées dans l'article L.122-12 du Code du Travail, complétées par la Convention Collective du Nettoyage (26 juillet 2011), le titulaire doit prévoir la reprise du personnel déjà présent sur les sites.

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites et la répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les opérations seront fixés par le titulaire dans le Mémoire technique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail.
- Aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

Responsable :

Le contrat sera placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de l'UGECAM Hauts-de-France.

Il est présent sur le site sur convocation de l'UGECAM Hauts-de-France ou de son représentant et à un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il participe aux réunions de suivi avec le représentant de l'UGECAM Hauts-de-France. De plus, le titulaire devra obligatoirement affecter en permanence au marché, un responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du CCTP.

Le titulaire devra fournir une liste des responsables de marché affectés au site, accompagnée du numéro de téléphone de chacun. Cette liste devra être mise à jour régulièrement.

Etat des lieux des locaux :

Le titulaire déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure le nettoyage, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

Dans les 15 jours suivant la prise en charge, le titulaire peut présenter ses observations sur l'état des installations qui lui sont confiées. Passé ce délai, seules les réserves indiquées au procès-verbal sont prises en compte.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi au début et à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels et locaux en état normal de propreté et d'hygiène.

Matériels :

Le titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire courant ou spécialisé.

Le matériel devra être récent lors de la date de prise d'effet du présent contrat.

Le titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant à l'UGECAM Hauts-de-France.

Si l'établissement fournit les produits d'entretien, une centrale de dilution pourra être mise à disposition par le fournisseur de l'établissement des produits d'entretien.

5.4 Dispositions générales

Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail :

Conformément à la réglementation générale du travail, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.8254-3 du code du travail, le titulaire doit remettre, dans un délai de 10 jours à compter de la notification du marché, à l'UGECAM Hauts-de-France, une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le prestataire remettra au Pouvoir Adjudicateur, lors de la conclusion du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, l'ensemble des pièces mentionnées dans ces articles. A défaut, le Pouvoir Adjudicateur pourra résilier le contrat aux torts du titulaire.

Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers :

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement fiscal en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et à droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal. La monnaie de compte est l'euro.

Obligations relatives au dispositif de lutte contre le travail dissimulé :

La loi du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit précise les obligations du Pouvoir Adjudicateur et du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé.

Lorsque le titulaire ne satisfait pas aux formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, le titulaire encourt une pénalité après une mise en demeure préalable.

Le Pouvoir Adjudicateur enjoint au titulaire de régulariser la situation dans les cas suivants :

- Il n'a pas produit les documents exigés par le Pouvoir Adjudicateur dans le cadre de l'article L.8222-1 du Code du travail.
- Un agent de contrôle signale au Pouvoir Adjudicateur que le titulaire ne respecte pas la réglementation relative à la lutte contre les différentes formes du travail illégal, conformément au dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du Code du travail.

En l'absence de régularisation dans le délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le Pouvoir Adjudicateur peut appliquer les pénalités détaillées ci-après ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

Le montant des pénalités est égal à 10% du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

ARTICLE 6 – RECEPTION ET OPERATION DE VERIFICATION

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification du marché).

6.1/ Outils à mettre en place par le titulaire

Cahier de doléances

Un cahier de doléances est mis en place par le titulaire. Ce cahier permet de tenir compte du degré de satisfaction des responsables d'établissement. Il doit être consulté au moins 2 (deux) fois par mois par le contremaître du site. Les doléances peuvent être le point de départ d'une opération de vérification.

Cahier de présence

Un cahier de présence du personnel du titulaire est mis en place par ce dernier. Il doit être visé 2 fois par mois par le contremaître du site et sera contresigné par le correspondant « nettoyage » de l'établissement.

Réunions de suivi

Des réunions mensuelles de suivi sont fixées selon un calendrier établi conjointement par l'UGECAM Hauts-de-France et le titulaire.

Les réunions ont pour objet :

- D'établir le bilan de la période écoulée au vu des doléances des usagers et de la réalisation des prestations,
- De rechercher des solutions d'améliorations de l'organisation du travail et de la qualité,
- De faire le point sur les effectifs du titulaire (présence, remplacement...),
- De mettre à jour sur proposition justifiée du titulaire le calendrier mensuel des prestations.
- De réaliser le contrôle qualité du site.

Ces réunions mettent en présence l'UGECAM Hauts-de-France, le représentant du titulaire, l'Inspecteur.

6.2 / Contrôle qualité

Une fiche de contrôle qualité de la prestation est transmise de manière dématérialisée hebdomadairement par les responsables du titulaire à l'UGECAM Hauts-de-France (une liste de diffusion sera fournie au titulaire).

Lorsqu'une carence apparaît au cours des prestations, l'Etablissement transmet, si nécessaire, ses observations en temps voulu afin que le titulaire remédie à cette défaillance dans les plus brefs délais.

En cas de contrôle qualité négatif, un nouveau contrôle est réalisé une semaine après.

Des contrôles inopinés et aléatoires sont également effectués par les agents de l'UGECAM Hauts-de-France.

L'UGECAM Hauts-de-France se réserve le droit de mesurer l'efficacité du nettoyage en procédant à des prélèvements bactériologiques si besoin.

En cas de résultats non satisfaisants, les pénalités prévues au CCAP s'appliqueront alors de facto.

6.3 / Contrôle bactériologique

Une fois par mois, le titulaire devra fournir systématiquement, dans un délai de 72 heures maximum, à l'établissement, les résultats de tous les contrôles bactériologiques qu'il fera effectuer, à ses frais, et conformément à la méthode HACCP préconisée par l'arrêté du 29 septembre 1997. Un minimum de 3 prélèvements par mois devra être réalisés.

En cas de non production dans les délais de ces documents, des pénalités pourront être perçues. Un contrôle bactériologique sera réalisé à la demande de l'établissement par une société spécialisée et aux frais du titulaire.

En cas de mauvais résultat d'un contrôle bactériologique, un nouveau contrôle devra être réalisé une semaine après.

ARTICLE 7 - PENALITES ET SANCTIONS

7.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable les pénalités définies ci-dessous.

Dans le cas de résiliation d'un bon de commande ou du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Dans l'hypothèse où des difficultés se présenteraient fréquemment du fait de renouvellements de retards non justifiés et du non-respect des prestations demandées notamment, l'établissement aura la faculté de résilier le marché sans que l'opérateur économique puisse prétendre à une quelconque indemnité. La résiliation s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception postal. Cette lettre fixera la prise d'effet.

Le titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, à assurer pleinement la continuité du service.

En cas de défaillance de sa part, l'établissement peut faire assurer le service aux frais et risques du titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés, conformément aux dispositions du CCAG/FCS.

Si, du seul fait du titulaire, les délais prévus au contrat sont dépassés, celui-ci encourt, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, des pénalités calculées selon les dispositions suivantes :

Prestations	Délai/Durée	Pénalités HT
Retard dans l'exécution Non-respect du calendrier mensuel	A compter du 1 ^{er} jour	Avertissement écrit et 75 euros HT par jour et par prestation non réalisée.
Absences du titulaire ou du contremaître aux réunions programmées	A compter du 1 ^{er} jour	80 euros HT par personne et par absence
Non-respect des obligations de discrétion et de vigilance vis-à-vis des patients	A compter du 1 ^{er} jour	Avertissement écrit et 80 euros HT
Non-utilisation ou non-respect des produits fournis par l'établissement, des dosages ou	A compter du 1 ^{er} jour	50 euros HT par produit
Contrôle qualité non satisfaisant (consécutif ou non)	1 ^{er} contrôle	Envoi d'une mise en demeure
	2 ^{ème} contrôle	100 euros HT
	3 ^{ème} contrôle	Montant de la facture mensuelle
Contrôle bactériologiques non satisfaisant (consécutif ou non)	1 ^{er} contrôle	500 euros HT
	2 ^{ème} contrôle	1000 euros HT
	3 ^{ème} contrôle	Résiliation du marché
Retard dans la fourniture de divers documents (fiches de suivis, contrôles, rapport, résultats,)	A compter du 1 ^{er} jour	50 euros HT par jour de retard

7.2 Réfaction

Conformément au CCAG, lorsque le Pouvoir Adjudicateur estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Les décisions de réfaction ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. Ces décisions seront motivées et basées sur les documents de suivi de l'exécution des prestations à partir desquels les représentants de l'organisme opèrent leurs contrôles.

ARTICLE 8 – PRIX

8.1 Prix du marché

Le prix forfaitaire a un caractère absolu en ce qui concerne le marché de base.

Les prestations optionnelles seront facturées en appliquant les prix indiqués sur l'annexe financière. Ces prestations feront l'objet d'un bon de commande émis par la Direction de l'établissement.

Les prix indiqués dans l'ATTRI1 ou dans l'annexe financière comprennent toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfiques, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

8.2 Contenu des prix

Les prestations seront réglées au moyen d'une facture et par application des prix figurant dans l'ATTRI1 ou dans l'annexe financière.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'ATTRI1, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'UGECAM Hauts-de-France toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du DCE pour justifier une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours du marché et ne pouvant être considérées comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les comptes seront réglés d'après les prix forfaitaires et unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales de toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

8.3 Type de variation des prix

Le contrat est traité à prix ferme pour une année par rapport au montant retenu à l'ATTRI1.

Au-delà de la première année, les prix pourront être révisés annuellement par le titulaire de la manière suivante :

$$P = P0 \frac{(0,15 + 0,85 I)}{I0}$$

P = nouveau prix

P0 = prix retenu à l'ATTRI1

I = indice du mois de révision des prix

I0 = indice du mois de remise des offres

Indice de référence : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Services de nettoyage courant des bâtiments Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766605

Le titulaire joindra en annexe de sa facturation le détail du calcul et des indices utilisés.

8.4 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

8.5 Clause de sauvegarde

La hausse du prix résultant de son ajustement ne peut être supérieure au taux d'évolution budgétaire imposé aux établissements par leur autorité de tarification.

Si la hausse du prix excède 2 % par an, le marché pourra être résilié par l'UGECAM Hauts-de-France sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, par dérogation à l'article 24.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 9 – AVANCES

9.1 Conditions de versement et de remboursement

Le présent marché et les conditions requises par les articles R2191-3 à R2191-22 du Code de la Commande Publique n'étant pas susceptibles d'être réunies lors de l'émission des bons de commandes, il ne sera versé aucune avance au titulaire.

9.2 Garanties financières de l'avance

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 10 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

10.1 Présentation des demandes de paiement par le titulaire

Les demandes de paiement doivent correspondre aux prestations réellement exécutées et livrées à la date d'établissement de la facture. Le prestataire doit émettre les factures à terme échu.

Ces factures présenteront, distinctement, les différents éléments facturés.

• **Demandes de paiement**

Les demandes de paiement sont adressées, en deux exemplaires directement au Directeur de l'établissement concerné.

Outre les mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier.
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers.
- Le numéro de SIREN ou SIRET.
- La date et le numéro de facture.
- Le numéro de compte bancaire ou postal : IBAN/BIC (RIB fourni avec l'ATTRI1).
- La désignation du site et l'adresse du service destinataire des prestations courantes et des consommables.
- La désignation et l'adresse du service en charge de la facturation.
- Le numéro du marché.
- Le numéro d'EJ (Engagement Juridique) initial du marché.
- Le numéro du bon de commande le cas échéant.
- La désignation de chacune des prestations.
- Les montants HT et TTC des prestations courantes.
- Les montants HT et TTC des prestations exceptionnelles, s'il y en a.
- Les montants HT et TTC des consommables livrés.
- Le taux et le montant de la TVA de chaque prestation.
- Le taux et le montant de la TVA de chaque consommable.
- Le montant total HT et TTC de la facture.

En cas de révision des prix, le titulaire indique le détail de la révision des prix avec le calcul des coefficients de révision, issus des formules de révision des prix.

Au cas où une partie de la prestation n'aurait pas été exécuté et livré, conformément aux dispositions du présent marché, l'UGECAM Hauts-de-France se réserve la possibilité d'en précompter automatiquement le montant sur le ou les prochains paiements.


• **Adresse de facturation**

Les factures seront transmises directement à l'établissement concerné (adresse reprise à l'article 1.5 du présent document), qui s'assurera de la réalisation des prestations conformément au CCTP.

10.2 Dispositions applicables en matière de facturation électronique

La transmission des factures par voie électronique sera privilégiée.

Une solution informatique, gratuite et sécurisée est mise à disposition du titulaire via Chorus Portail Pro afin de transmettre les factures sous forme dématérialisée. Cette application est accessible à l'adresse suivante :

	Lien vers portail d'accès
Lien portail Chorus Pro	https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1

Les modalités de dépôt sont précisées par l'établissement lors de la réunion de lancement du marché.

Établissements	Localisation	SIRET
Centre Antoine de St Exupéry	VENDIN-LE-VIEIL	423 628 262 00093
MAS « Les Hélianthès »	VENDIN-LE-VIEIL	423 628 262 00176
Clinique Le Ryonval	SAINTE-CATHERINE LES ARRAS	423 628 262 00085
EAM La Juvènerie	SAINTE-CATHERINE LES ARRAS	423 628 262 00192
EANM La Juvènerie	SAINTE-CATHERINE LES ARRAS	423 628 262 00077
Centre La Molliere	BERCK SUR MER	423 628 262 00101
CLRP & UEROS	LILLE	423 628 262 00069
EHPAD LES MAISONS BLEUES Résidence Dampierre	ROUBAIX	423 628 262 00168
EHPAD LES MAISONS BLEUES Résidence La Rose May	MARCQ-EN-BAROEUL	423 628 262 00200
EHPAD LES MAISONS BLEUES Résidence La Verderie	HAUBOURDIN	423 628 262 00218
EHPAD Résidence des Pays de Somme	WOINCOURT	423 628 262 00150
Direction Régionale Locaux CSE Locaux Syndicaux	LILLE VENDIN-LE-VIEIL STE-CATHERINE-LES-ARRAS	En attente du nouveau siret suite au déménagement
CRF Saint Lazare	BEAUVAIS	423 628 262 00044

Les prestations concernant les locaux CSE (lot N°1) et locaux Syndicaux (lot N°3) feront l'objet de facturations séparées par rapport à la facturation de l'établissement concerné (envoi à la Direction Régionale).

10.3 Modalités et délai de paiement

Le paiement est effectué par virement en euros, au compte ouvert au nom du titulaire mentionné sur l'acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Direction de l'Etablissement concerné.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'UGECAM Hauts-de-France.

- **Délai global de paiement et mode de calcul des intérêts moratoires**

Les sommes dues au titulaire, seront payées dans un délai global de **30 jours** calendaires à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires, au bénéfice du titulaire du marché, à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

Montant du principal en TTC x (nombre de jours de retard / 365) x taux IM

10.4 Stipulations applicables aux groupements

Si l'exécution du marché est confiée à un groupement momentané d'entreprises, le destinataire de tous les bons de commande est le mandataire du groupement tel qu'identifié à l'ATTRI1.

Le mandataire accuse réception de la commande et indique par retour à l'organisme qui, du mandataire ou de chaque cotraitant désigné à l'ATTRI1, a été désigné par le groupement pour assurer l'exécution des prestations objet du bon de commande.

Dans le cas où le mandataire n'effectuerait pas cette formalité dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la date d'émission du bon de commande, il sera considéré que l'exécution des prestations est assurée par le mandataire.

Les acomptes et paiement prévus sont versés au mandataire solidaire du groupement.

ARTICLE 11 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION – DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION

11.1 Vérifications

Les opérations de contrôle, de vérification et d'admissions des prestations sont effectuées conformément aux dispositions des articles 22, 23, 24 et 25 du CCAG FCS.

L'établissement se réserve la possibilité de réaliser des contrôles en cours d'exécution du marché. Ces contrôles pourront porter sur le respect des engagements contractuels souscrits par le titulaire ou de ses obligations légales et réglementaires.

11.2 Admission

Suite aux vérifications, et par dérogation aux articles 25.1 du CCAG FCS, le visa du pouvoir adjudicateur certifiant le « service fait » sur le certificat pour paiement annexé à chaque facture voudra décision expresse d'admission sans réserve des prestations effectuées.

Les décisions de réfaction, d'ajournement ou de rejet dont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS.

11.3 Rejet des prestations

Conformément à l'article 25 du CCAG – FCS, en cas d'inexécution partielle ou totale du titulaire, il pourra être appliqué une réfaction sur le prix facturé. Cette réfaction sera alors calculée proportionnellement à l'ampleur de l'inexécution constatée.

En cas de carence totale ou partielle du titulaire, il est procédé à l'application des pénalités prévues à au point 9.1 du présent CCAP et, le cas échéant, à une commande auprès d'un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 12 – CONDITIONS D'ACCES AUX BATIMENTS

Le titulaire est informé des modalités d'obtention des autorisations d'accès aux locaux par la Direction de l'établissement.

Modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements :

Dès notification du marché, le titulaire doit fournir à l'établissement une photocopie recto/verso de la pièce d'identité en cours de validité. A défaut de présentation de ce document, les intervenants ne peuvent accéder dans les établissements.

ARTICLE 13 – REPRISE DU PERSONNEL

Le titulaire entrant s'engage à respecter les normes, réglementation et convention collective du présent marché (Convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011).

Le prestataire trouvera les renseignements nécessaires à la reprise du personnel dans « le tableau récapitulatif du personnel à reprendre ».

ARTICLE 14 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de défaillance du titulaire à exécuter les prestations objet du marché, l'administration pourra faire procéder par un tiers à leur exécution, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 36 du CCAG-FSC.

ARTICLE 15 - PLAN DE PROGRES

Le titulaire s'engage en tant qu'expert et conseiller sur le marché à proposer un plan de progrès tout au long du marché pour améliorer les performances de la prestation :

- Propositions et solutions quant aux aménagements de toute nature à effectuer pour déboucher sur une plus grande efficacité de la prestation tout en préservant ou améliorant la qualité des prestations ;
- Propositions et solutions quant à une meilleure prise en compte du RSE dans l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur effectuera régulièrement et au moins une fois par an une évaluation globale des prestations réalisées afin de détenir avec le titulaire les améliorations à apporter le cas échéant. Le titulaire devra, sur la base de ce constat définir un plan de progrès sur lequel il s'engagera. Ce plan de progrès comportera toutes les informations nécessaires (moyens affectés, délais de mise en œuvre ...) pour répondre aux objectifs fixés.

De même, il veillera à la prise en compte de l'hygiène et de la sécurité à tous les niveaux du marché, conformément aux dispositions réglementaires applicables. Le titulaire du marché devra rechercher continuellement l'amélioration dans ce domaine.

De plus, ce plan de progrès sera l'occasion pour le titulaire de faire bénéficier le pouvoir adjudicateur de son expertise sur les prestations du marché. Ces plans de progrès sont à produire au minimum une fois par an, et dans un délai de 4 mois avant la date d'échéance du marché.

ARTICLE 16 - GESTION ET SUIVI DU MARCHE

16.1 Interlocuteurs du marché à la direction régionale

UGECAM Hauts-de-France

PRAP-DD

2 rue d'Iéna

CS 70004

59043 LILLE Cedex

Tél : 03.28.82.02.20

Courriel : service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr

16.2 Forme des notifications et communication

Les échanges de communication entre l'UGECAM Hauts-de-France et le titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

16.3 Documents liés à l'exécution à fournir

Dans le cadre de l'exécution de la prestation, le titulaire communiquera les plannings mensuels de ses agents par anticipation, pour des raisons d'accès à l'établissement.

ARTICLE 17 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

17.1 Changement et dénomination sociale du titulaire

Le titulaire doit impérativement en informer par écrit l'UGECAM Hauts-de-France et communiquer un extrait Kbis et une fiche SIREN mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire (RIB) dans les plus brefs délais.

17.2 Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Prenant acte de cette demande de transfert, l'UGECAM Hauts-de-France procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale.

La nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R2143-3 à R2143-15 du Code de la Commande Publique 2019 et D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du Travail, ainsi qu'un extrait Kbis, une fiche SIREN et un Relevé d'Identité Bancaire.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, l'UGECAM Hauts-de-France procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

17.3 Cession, association, substitution, liquidation judiciaire

Le titulaire du marché ne peut céder son marché en totalité ou en partie, ni contracter une association pour son exécution sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur. A cet effet, il communique à ceux-ci, et sans délai, les documents juridiques décrivant les conditions dans lesquelles la cession du marché s'est produite (copie de l'Assemblée générale extraordinaire, extrait de Kbis, publications officielles de l'avis rendu par l'Assemblée Extraordinaire etc.). Toute cession, association ou substitution non autorisée sera nulle de plein droit et pourra entraîner la résiliation du marché. En cas de cession, de substitution ou d'association régulièrement autorisée, le titulaire du marché demeure garant solidairement avec le cessionnaire ou avec ses associés de l'accomplissement de toutes les clauses du marché. Au cas où une procédure de redressement judiciaire serait mise en place au bénéfice du titulaire du marché, celui-ci en informera sans délai les Pouvoirs Adjudicateurs et leur communiquera le jugement prononçant l'ouverture d'une période d'observation. Dans l'hypothèse où, à l'issue de cette période d'observation, le Tribunal de Commerce prononcerait la liquidation judiciaire de l'entreprise titulaire du marché, son gérant en informera sans délais le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE

18.1 Confidentialité des données

Les données contenues dans les supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée par la loi 2004-801 du 6 août 2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché.
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché.
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché.
- Prendre toutes mesures notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traitées tout au long de la durée du présent marché.

Et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, ou à restituer intégralement tous supports d'informations. A ce titre, si le titulaire sous-traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

L'UGECAM Hauts-de-France se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater les respects des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

L'UGECAM Hauts-de-France pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou du non-respect des dispositions précitées.

18.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le Pouvoir Adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au Pouvoir Adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

ARTICLE 19 – NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-62 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 20 – ASSURANCES

Le titulaire du marché s'engage à souscrire une police d'assurance « responsabilité civile » couvrant tous les risques matériels et corporels causés aux tiers. Cette assurance doit notamment garantir les personnes, matériels, documents et produits transportés. Elle doit être effective dès le début du présent marché, être valable et régulièrement renouvelée pour couvrir toute la durée du marché. A la demande de l'établissement, le titulaire devra être en mesure de justifier de sa validité à tout moment lors de l'exécution du présent marché. Si la police d'assurance comporte une clause de franchise, l'entreprise doit prendre intégralement à sa charge les frais résultant de tout dommage. En cas de dommage lors d'un transport de matériels, si la couverture de l'assurance s'avère insuffisante, le titulaire s'engage à dédommager le pouvoir adjudicateur de l'intégralité du coût des dommages subis. Le matériel sera estimé à sa valeur vénale.

Le titulaire s'engage à fournir une attestation d'assurance en cours de validité, chaque année ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, et ce jusqu'à la fin du marché. À défaut de production, le marché pourra être résilié.

ARTICLE 21 – RESILIATION

21.1 Résiliation du marché

Les stipulations du CCAG-FCS relatives à la résiliation du marché sont applicables.

Néanmoins, par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Pouvoir Adjudicateur, aucune indemnité ne sera due au titulaire.

Sans préjudice des dispositions de l'article 24 et suivant du CCAG-FCS, le marché peut être dénoncé par l'organisme à tout moment avec préavis de 3 mois. Cette dénonciation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal. La dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

Il est rappelé que l'UGE CAM Hauts-de-France pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions citées à l'article 17 du présent document.

Cet article complète les dispositions prévues au chapitre 6 du CCAG-FCS. Le marché peut être résilié de plein droit, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans le cas suivant :

- En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de l'UGE CAM Hauts-de-France, celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, l'UGE CAM Hauts-de-France pourrait de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

Celle-ci sera également effective :

- Après application de 2 pénalités successives du fait des mauvais résultats mesurés par les services de l'UGE CAM Hauts-de-France.
- Après 2 contrôles bactériologiques non satisfaisants.
- En cas de faute grave du titulaire résultant du mauvais comportement du personnel à l'égard des usagers.

Le présent marché pourra être résilié à tout moment par l'établissement aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations par un tiers à ses frais et risques jusqu'au terme prévu du marché :

- En cas de retards manifestes et répétés ;
- En cas de manquements graves et fréquents aux dispositions des cahiers des charges (notamment le fait de ne pas prévenir d'éventuels retards dans la prise en charge du patient).

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au titulaire par l'établissement. Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

A défaut de la non communication ou de la non recevabilité des observations au regard des droits et obligations de chaque partie, ce marché sera résilié.

Le marché pourra par ailleurs être résilié pour faute du titulaire sans mise en demeure du titulaire dès lors que celui-ci perd en cours d'exécution du contrat le droit d'exercer sa profession (cas du retrait définitif de l'agrément ou des autorisations d'exercer par exemple), ou ne répond plus aux conditions d'exercice de son activité telles que définies dans les codes et textes en vigueur.

21.2 Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d'alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du Code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation au regard des dispositions prévues aux articles L.8221.3 à L.8221.5 du Code du travail, la personne publique pourra appliquer la pénalité prévue au point 9.1 du présent document ou résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 22 - REGLEMENT DES LITIGES

Si un différend survenait à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceraient de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

22.1 Règlement à l'amiable

Les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du Code civil afin de prévenir toute contestation à naître ou de déterminer toute contestation née de la mauvaise exécution ou de l'inexécution de la prestation. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Le Comité Consultatif du Règlement Amiable (CCRA) compétent est celui de Nancy :

Préfecture de Meurthe-et-Moselle
1, rue du Préfet Claude Érignac
54038 NANCY Cedex
Tél. : 03.83.34.25.65. (Mme Caroline PAGE, secrétariat)
Fax : 03.83.34.22.24.
Courriel : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr

22.2 Mise en demeure

L'UGECAM Hauts-de-France met en demeure le prestataire lorsqu'il constate que celui-ci n'effectue pas la prestation commandée dans les conditions du marché. La mise en demeure s'effectue par envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception assorti d'un délai de réalisation de la prestation de quinze (15) jours calendaires. Si la mise en demeure est infructueuse à l'issue de ce délai, l'UGECAM Hauts-de-France peut résilier le marché sans dommage ou intérêt.

22.3 Règlement juridictionnel

Les différends et litiges concernant l'interprétation et l'exécution du présent contrat qui ne pourraient être surmontés d'un commun accord relèveront de la compétence des Tribunaux français, seuls compétents.

En cas de litige, le tribunal du ressort de l'UGECAM Hauts-de-France est seul compétent :

TJ de LILLE
Avenue du Peuple Belge BP 729
59034 LILLE CEDEX
Tél. : 03 20 78 33 33 - Fax : .03 20 78 50 09
Mail : tgi-lille@justice.fr

ARTICLE 23 - DEROGATION AU CCAG

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, le prestataire reste soumis au : Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.

ARTICLES DU CCAP	DEROGATION AU CCAG - FCS	OBJET DE LA DEROGATION
2	4	Pièces particulières
9.1	14.1	Pénalités
13.2	25.1	Admission
21.1	33	Résiliation

ARTICLE 24 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Le titulaire du marché s'engage à respecter les conventions internationales du travail ci-après désignées, pour l'exécution du marché. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent lesdites conventions :

- Sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948),
- Sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949),
- Sur le travail forcé (C29, 1930),
- Sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957),
- Sur l'égalité de rémunération (C100, 1951),
- Concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958),
- Sur l'âge minimum (C138, 1973),
- Sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

L'UGECAM Hauts-de-France est en droit, pour l'application de la présente disposition, de demander au titulaire une attestation sur l'honneur de sa part ainsi que de celle de ses sous-traitants, prestataires et fournisseurs sur le respect de ces conventions.

Le non-respect de cet engagement soumet le titulaire à l'application des dispositions de l'article 32 du CCAG FCS.

ARTICLE 25 - DEVELOPPEMENT DURABLE

Les candidats doivent fournir une note technique spécifique à leur politique RSE, en joignant les justificatifs.

A l'issue de la notification, le candidat retenu se verra soumettre pour accord et signature, le Charte de partenariat Développement Durable de l'UGECAM Hauts-de-France. Cette démarche s'intègre dans le partenariat que l'UGECAM Hauts-de-France, veut initier avec ses différents fournisseurs et prestataires.

Dans le cadre du déploiement de sa Stratégie Régionale d'Achats Responsables, l'UGECAM Hauts-de-France s'engage sur 3 objectifs en 2025.



ANNEE 2025



STRATEGIE REGIONALE D'ACHATS RESPONSABLES DE L'UGECAM HAUTS-DE-FRANCE

La stratégie et le processus achat sont des vecteurs importants pour développer la RSO. Le référentiel RSO de l'Assurance Maladie détermine 5 grands axes dont les axes n°3 - **Réduire notre impact environnemental** et n°4 - **Intégrer les enjeux RSO** dans la Stratégie et le processus d'Achat.

L'UGECAM Hauts-de-France prend 3 engagements pour cette année 2025 :



Issu de l'enjeu n°3 de l'axe 3 :

"S'engager en faveur de la mobilité durable"



Issu de l'enjeu n°2 de l'axe 4 :

"Contribuer par l'achat à l'insertion des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap"



Issu de l'enjeu n°4 de l'axe 3 :

"promouvoir une gestion durable des ressources"

L'UGECAM Hauts-de-France s'engage à mettre en œuvre ces actions, à en faire l'analyse et à en diffuser les résultats dans son rapport RSO annuel.

Le Directeur Général,
Sébastien LEVAVASSEUR

En plus de la note sur la politique RSE, le candidat indiquera les actions permettant d'accompagner l'UGECAM Hauts-de-France dans la réalisation de ces engagements.

Fait à Lille, le 19/08/2025
Le Pouvoir Adjudicateur